Deuxième Année. — Numéro 147. CINQ CENTIMES *Mardi 26 Mai 1896*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
ON REÇOIT A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
LES [illegible] 12, Rue Desurmont.
ANNONCES A LILLE, 28, Rue de Fives.

IMPOSANTE MANIFESTATION A LILLE

INFORMATIONS
(Par Service Spécial)

LA JOURNÉE DE 10 HEURES
Gand, 24 mai.

Le conseil communal de Gand a discuté au sujet du minimun de salaire et du maximum d'heures de travail dans les travaux de la ville.

Sur la proposition d'Anseele le conseil a fixé à 10 heures la journée de travail par 19 voix contre 10; la proposition tendant à fixer le salaire minimum à 3 francs est rejeté par 20 voix contre 17. Il est décidé qu'il sera fixé d'après le taux communément admis en ville.

EN CRETE
Constantinople, 24 mai.

Abdullah-Pascha, gouverneur général de Scutari en Albanie, vient d'être nommé gouverneur général et commandant militaire en Crète.

LA MISERE EN ITALIE
Rome, 24 mai

On signale une vive agitation causée par la misère à Bassi, où les ouvriers ont essayé d'arrêter un train, ce qui a nécessité l'intervention des carabiniers, des troupes ont été envoyées.

Le *Fira Mozea* dit que la sitution est critiquée.

MOUVEMENT DIPLOMATIQUE
Paris, 24 mai.

Le mouvement diplomatique provoqué par la nomination de M. Poubelle à l'ambassade du Vatican, et le rappel de M. Herbette, ambassadeur à Berlin, va être incessamment publié

Nous croyons savoir que le successeur de M. Herbette en Allemagne sera un ancien diplomate qui a laissé les meilleurs souvenirs au quai d'Orsay. C'est, dit-on, le baron de Mareuil, ancien ambassadeur à Constantinople, qui représenterait la France auprès de l'empereur Guillaume.

LA BANQUE DE FRANCE
Paris, 24 mai.

Plusieurs journaux ont annoncé que le ministre des finances allait saisir la Chambre d'un nouveau projet de loi concernant le privilège de la banque de France.

Ainsi présentée la nouvelle est inexacte. La vérité est que M. Cochery est disposé à recevoir les propositions que lui a annoncées le gouvernement de la Banque de France.

Mais ces propositions sont encore à l'état d'études. Le conseil de régence de la Banque n'a pas encore achevé l'examen des nouveaux sacrifices auxquels notre grand établissement financier consentirait pour obtenir du Parlement le renouvellement de son privilège fiduciaire

LES FRAUDES DE SPANDAU
Spandau, 24 mai

Les fraudes qu'on a découvertes dans les ateliers de l'artillerie de Spandau sont beaucoup plus considérables qu'on ne supposait d'abord.

Quatre fonctionnaires sont arrêtés jusqu'ici. On a falsifié les livres et les comptes de fournisseurs. En outre, de grands détournements de matériel ont été commis.

NOTRE SYSTÈME MÉTRIQUE
Paris, 24 mai

Notre système métrique, officiellement adopté par le gouvernement du Sultan, sera bientôt en usage dans tout l'empire ottoman.

Déjà, par une circulaire en date du 1er mars dernier, la préfecture de Constantinople a interdit l'usage des anciennes mesures au profit du mètre étalon et de ses multiples et sous-multiples, qu'elle reconnaît exclusivement.

UN NOTAIRE ARRETE
Dijon, 24 mai.

Le parquet vient d'être avisé de l'arrestation en Belgique d'un nommé Gabriel Rouget, notaire à Dijon, disparu depuis quelques années, laissant un déficit évalué à près de 400,000 francs.

IMPOT FONCIER EN AUTRICHE
Vienne, 24 mai.

La Chambre des députés a voté hier, avec une majorité de 204 voix contre 65, la réduction de 2 millions 1/2 de florins sur l'impôt foncier.

TROUBLES EN PERSE
Téhéran, 22 mai.

Une dépêche de Tabriz dit que des troubles ont éclaté à Kara-Dach et à Ardebil.

Aucune nouvelle officielle n'est cependant venue confirmer ces troubles.

LE BUDGET ESPAGNOL
Madrid, 24 mai.

On ne croit pas que le budget soit connu avant la veille de son dépôt à la Chambre.

Dans le milieu politique on s'attend à des surprises.

SUITES D'UN PROCÈS
Perpignan, 24 mai.

Un crime, qui produit une grande émotion à Perpignan, a été commis ce matin à 8 heures, dans la commune d'Ortaffa, canton de Thuir.

Un nommé Jules Carbonnell, dirigeant un important établissement de chaussures descendait du train et sortait de la gare d'Ortaffa, où il allait chaque samedi payer des ouvriers employés dans une propriété qu'il possédait, lorsqu'il reçut deux coups de fusil et tomba raide mort.

L'assassin est un berger nommé Masot qui avait dernièrement perdu un petit procès engagé contre Carbonnell. Sa haine était exaspérée encore par une violente lutte électorale pour les élections municipales dernières, où tous deux soutenaient des candidats opposés.

Masot avait déclaré qu'il tuerait Carbonnell ainsi que le maire, M. Malé. L'assassin est en fuite, mais son arrestation est imminente.

TROIS CONGRES BELGES
Liège, 24 mai.

Liège est aujourd'hui le siège de trois congrès : celui de la Fédération typographique belge, celui des mutuellistes et celui des brasseurs.

Le conseil communal a refusé les subsides sollicités pour l'organisation des fêtes sous prétexte que ces organismes sont dirigés par des socialistes ardents.

TEMPS ANCIENS ET NOUVEAUX
Vienne, (Autriche) 24 mai.

Le *Neues Wiener Tagblatt* publie, sous le titre : « Temps anciens et nouveaux » deux articles, l'un de M. Jules Simon et l'autre de M. Paul Doumer, avec une introduction du député autrichien docteur Pzez.

MM. J. Simon et Doumer étudient, chacun à son point de vue, la lutte politique et sociale en France.

LA PEUR DU SOCIALISME
Berlin, 24 mai.

Le *Kleine Journal* confirme que le ministère de la guerre aura à l'avenir sa propre imprimerie, afin d'éviter les indiscrétions de la nature de celles, par exemple qui ont livré au *Vorwaerts* le texte du rescrit du 18 mars.

BULLETIN DU JOUR

CYNISME !

Le mouvement préfectoral paru hier, et que nous publions d'autre part, comble de joie les feuilles réactionnaires.

Le *Temps* lui-même en a oublié sa légendaire gravité. Il se déchaîne, il délire !

Comme le vin, la joie rend bavard
Donc le *Temps* bavarde

Il bavarde comme une vieille pie. Il s'épanche avec un laisser-aller... un débraillé, à faire rougir Vespasien lui-même.

Mais, d'abord, qu'est-ce que ce « mouvement préfectoral » ?

Un simple déplacement de préfets mise à la réforme de l'un, avancement ou disgrâce d'un autre.

Cette opération, paraît-il, une grosse importance politique. Elle donne le ton des sentiments ministériels.

En effet, les mutations de préfets signées par M. Barthou ont une signification.

Elles signifient : Guerre au socialisme ; la preuve en est dans la faveur accordée au préfet Doux — vous savez, le Doux de Carmaux — qui après avoir été obligé de déguerpir du Tarn où il avait opéré dans les conditions que l'on sait, avait été expédié dans les montagnes de la Corrèze.

Huée, sifflée, criblée de trognons de choux et de pommes cuites à son arrivée à Tulle, Doux soupirait vers une cité plus hospitalière, en attendant l'heure de la retraite.

Vint Barthou, le jeune, le parfumé, l'inoffensif Barthou, et Doux, larmoyant, se roula à ses pieds

— « Jaurès m'a fait exiler ici ! venge-moi de Jaurès ! »

A ce nom de Jaurès, Barthou frémit :

— « Je vous vous prendre sous mon aile, Doux. Vous aurez de l'avancement. »

Et Doux a eu de l'avancement :

Depuis hier, il est préfet des Basses-Pyrénées chef-lieu, Pau.

Mais, la vengeance était encore incomplète. Ce déplacement, cet avancement, n'atteignaient pas suffisamment leurs qui, au fond, se moque de Doux comme de sa première chemise. Il fallait trouver mieux

— « Attends ! dit Barthou, je vais lui enlever Planacassagne !

(Je dois vous dire que M. Planacassagne avait été nommé préfet du Tarn en remplacement de Doux).

Aussitôt pensé, aussitôt exécuté. Et voilà ce malheureux Planacassagne expédié à Cambrai... comme receveur des Finances !

Et on dira ensuite qu'il n'y a pas de justice en politique !

Ah ! si, par exemple, le préfet du Tarn avait réussi à empêcher la conquête de la municipalité d'Albi par les socialistes, il eût avancé tout comme le Doux de Rasséguier.

Mais non, il a laissé le maladroit passer les socialistes. C'est un crime impardonnable, sous un ministère Barthou-Méline. Prenez garde M. Vel-Durand !

En fin de compte, le *Temps* exulte et M. Barthou doit être bien heureux d'être parvenu à dérider ce vieux grand'père !

Laissons les conjurés rire et se congraturer. Le peuple aura son tour et quand enfin il aura pénétré les sales dessous de la politique du ministère actuel, le *Temps* s'apercevra combien il est imprudent de vouloir faire passer pour un acte de crânerie une mesure qui n'est, en réalité, qu'un défi à l'opinion publique, — une cynique polissonnerie.

G. SIAUVE-EVAUSY.

LES DEUX PARTIS

Alors que florissait la concentration, tandis qu'on s'obstinait à faire vivre et gouverner côte à côte des politiques dont les programmes et les visées étaient profondément dissemblables, nous avons été des premiers à dénoncer au public les dangers du système de l'abdication mutuelle et à réclamer la formation des deux grands partis.

Nous y voici arrivés et ce sera sans doute l'un des services essentiels rendus au pays par M. Bourgeois, qui fut jadis un des prophètes obstinés de la concentration, que d'avoir rendu inévitable la création de ces deux partis.

C'est assez dire que nous ne pouvons qu'approuver la tentative de ceux de nos confrères qui s'efforcent — tel le *Figaro* — à réunir sous un même drapeau et dans une même action des groupes jusqu'alors séparés.

Qu'autour du ministère Méline se concentrent et s'entendent l'opportunisme, le centre-gauche, les ralliés et la droite pour former le grand parti de la conservation sociale; nous trouvons le phénomène aussi naturel et aussi logique que celui de l'agrégation autour du cabinet Bourgeois des radicaux et des socialistes, unis sous l'étiquette de parti progressiste.

Mais pour que l'existence de ces deux grands partis produise tous les heureux fruits qu'on est en droit d'en attendre, il est une condition nécessaire à laquelle ils doivent se soumettre : c'est de se présenter l'un et l'autre tels qu'ils sont, de ne pas ruser avec l'opinion, de ne lui dissimuler ni leurs tendances ni leur but.

Or il nous paraît que le parti dont le *Figaro* souhaite et prépare la venue manquerait à ce premier devoir s'il persistait à s'affubler du titre que ses parrains ont, par une habileté plus puérile que comique, « chipé » au parti d'en face.

En vérité, la caractéristique du parti de l'opportunisme et de la droite, son trait distinctif, qui justifie et légitime son existence, ce n'est pas, pour tout juge de bonne foi et de sang-froid le désir du changement et du progrès.

Qu'on m'entende bien. Je comprends à merveille que ce parti se refuse à arborer un titre qui soulignerait avec trop de relief les idées de réaction ou, si l'on veut, de résistance, où se complaisent beaucoup de ses membres.

Il serait sans doute aussi injuste et aussi sot de lui prêter l'intention de ramener la France à l'ancien régime qu'il est ridicule et inique de déguiser les radicaux et les socialistes en forcenés, uniquement épris de violence et de désordre.

Mais la sagesse populaire dit que l'on tombe toujours du côté où l'on penche et il est naturel que les deux partis se reprochent l'un à l'autre les dangers où leur inclination naturelle peut entraîner le pays avec eux : celui-ci, la réaction violente, celui-là, les trop brusques changements.

Encore faut-il, si l'on veut que le suffrage universel s'y reconnaisse, laisser à chacun des deux partis sa physionomie propre.

Nous avons maintes fois soutenu et nous sommes profondément convaincu que les conservateurs intelligents ne sauraient même défendre leur cause et sauver ce qui en peut être sauvé qu'en acceptant de bonne grâce des modifications inéluctables ; nous n'avons cependant jamais songé à parer notre parti de l'épithète de conservateur.

Pourquoi nos adversaires, sous prétexte qu'ils acceptent certaines réformes, d'ailleurs fort peu définies jusqu'à ce moment, essaient-ils de créer une équivoque insoutenable, en se décorant du titre de progressistes ?

Que le parti du *Figaro*, depuis M. de Mackau jusqu'à M. Barthou, soit dans la réalité le parti conservateur, comme le parti qui a soutenu le ministère Bourgeois est le parti progressiste ; il est une pierre de touche qui permet de l'établir en toute sûreté, c'est la question de la réforme fiscale.

Assurément de multiples divergences existaient entre les hommes qui soutenaient le cabinet Bourgeois sur la meilleure façon de réformer le système de nos impôts. Tous se sont pourtant mis d'accord pour sauver du naufrage le projet Doumer, pour en adopter le principe, sauf à en discuter les procédés. Comment cet accord s'est-il fait ? C'est que tous, radicaux et socialistes, reconnaissent unanimement la nécessité primordiale de *changer* notre régime fiscal.

Tous nos adversaires au contraire, tous ceux que le *Figaro* essaie — et il a raison — de réunir en un même parti estimaient, en leur for intérieur, que mieux valait *conserver* ce régime, malgré les critiques dont ils l'avaient eux mêmes couvert, que de lui apporter des changements profonds qui les effrayaient.

Ils furent d'accord pour *conserver* : il leur est impossible de se mettre d'accord pour *changer*.

Est-ce vrai ? Regardez ce qui se passe. Le cabinet Méline, qui était bien un peu forcé du reste, a commis l'imprudence d'inscrire dans sa déclaration la réforme financière. M. Cochery travaille péniblement à la mettre sur pied. On commence à publier ses intentions.

Aussitôt les amis du *Figaro* de protester avec véhémence. Le *Journal des Débats* — une des colonnes du parti Méline — critique avec âpreté et compétence les projets ministériels.

Quand M. Doumer défendait ses propositions, MM. Cochery, Delombre, Poincaré, tout en proclamant les vices de nos contributions, battaient en brèche l'impôt sur le revenu avec l'impôt sur les revenus.

Les *Débats* affirment à cette heure que l'un ne vaut pas mieux que l'autre et qu'il faut être fou pour songer à se priver d'une taxe aussi simple, aussi commode, aussi parfaite que la contribution mobilière.

La moralité de cette comédie, c'est que le ministère Méline n'aboutira s'il le tente, à un résultat quelconque que par l'appui de ses adversaires qui regardent moins aux hommes qu'aux choses et malgré l'abandon d'une partie de ses amis.

N'avais-je donc pas raison de dire qu'un parti, comme celui du *Figaro* qui ne peut s'entendre que pour conserver (j'ai choisi un exemple), n'en pourrais citer mille ne mérite qu'un qualificatif : celui de conservateur et qu'il faut réserver le titre de progressiste au parti, qui, il l'a prouvé, est capable de se concentrer et de se mettre pour appuyer et faire réussir une réforme ?

A. MILLERAND,
député de la Seine

L'EXPOSITION DE 1900

Les bâtiments de l'administration — La direction des Beaux-Arts. — Le Grand Livre

(D'un correspondant)

Paris, 24 mai.

Le gouvernement étudie en ce moment un projet tendant à changer l'affectation d'un certain nombre de bâtiments publics, en vue de changer d'installation les services qui y résident actuellement.

Il est question d'installer les bâtiments de l'administration de l'Exposition de 1900 dans les écuries du quai d'Orsay. De la sorte, on éviterait d'établir des édifices provisoires au milieu des Champs-Elysées pendant la durée des travaux qui vont être entrepris pour la transformation de cette promenade et la création des deux palais nouveaux destinés à remplacer le palais de l'industrie.

D'autre part il est question d'installer les services de la direction des Beaux-Arts — qui sont actuellement dans l'aile du Palais-Royal, sise rue de Valois, dans la caserne de Beilechasse, qui n'est séparée du ministère de l'instruction publique que par la rue du même nom. Le directeur serait ainsi à portée du ministre et en rapports plus directs et plus fréquents avec lui.

Dans les bâtiments que cet transfert laisserait vacants au Palais-Royal, on installerait le service du double ou Grand Livre de la Dette publique, qui fonctionne actuellement dans les bâtiments situés rue Cambon et appartenant à l'Etat. L'immeuble de la rue Cambon est destiné à être vendu : un projet de loi tendant à en autoriser l'aliénation est même déjà déposé à la Chambre depuis un certain temps.

L'installation du double du Grand Livre au Palais-Royal aurait l'avantage de rapprocher ce service du ministère des finances et de faciliter ainsi le fonctionnement de cette branche de l'administration centrale.

Les divers ministres intéressés dans ce changement d'affectation ont été chargés par le conseil de s'entendre entre eux pour rechercher les moyens de réaliser ce plan.

L'ADMINISTRATION DES COLONIES

(De notre rédacteur parlementaire)

Paris, 24 mai.

Le président de la République a signé en conseil des ministres, un décret réorganisant l'administration centrale des colonies.

Nous pouvons dire, sans attendre la publication de ce décret au *Journal officiel*, qu'il renferme la suppression de la direction de la défense et la réorganisation du bureau technique militaire tel qu'il existait en 1891.

C'est encore une réforme absurde puisque les commandants supérieurs des troupes coloniales sont subordonnés, avec juste raison, aux gouverneurs civils, beaucoup plus aptes à régler pacifiquement les conflits soulevés par les chefs indigènes.

On dit bien que cette mesure est transitoire et que l'on va poursuivre activement la constitution de l'armée dite « coloniale » mais on sait ce que vaut l'aune de semblables promesses et il faut constater une fois de plus l'obstination rageuse des membres du cabinet Méline à détruire toute œuvre, même excellente, de leurs prédécesseurs.

L'INSURRECTION CUBAINE

Madrid, 24 mai

L'insurrection cubaine devient de plus en plus importante et il paraît que les forces sous le général Weyler ne sont pas suffisantes pour parer à toutes les nécessités. Le général a dû distraire des provinces de la Havane et de Pinar-del-Rio six colonnes pour essayer d'arrêter l'invasion du gros des insurgés commandés par Maximo Gomez qui s'avance en quatre colonnes par le nord, le centre et le sud dans la province de Matanzas.

Les colonnes des insurgés que commandent Valdez ont dépassé Bolondron. Six trains de troupes espagnoles se sont mis à sa poursuite. Le chef insurgé Nunez a été battu par les insurgés attaqué longuement, dans lequel les volontaires espagnols ont eu un officier, un sergent et plusieurs soldats.

Le président Cleveland a refusé de soumettre à la commission du Sénat qui prépare la loi sur les belligérants récemment changée sur les affaires de Cuba, il considère cette communication comme incompatible avec l'intérêt public.

Une dépêche du chef de la douane de Jacksonville au secrétaire de la trésorerie M. Carlisle, l'avise le passage en fraude de ce port du vapeur *Lone Star* et suppose qu'il est en route pour Cuba.

LES SOCIALISTES ALLEMANDS

Le « passage à tabac » dans les commissariats de Berlin — Dépositions suggestives

Berlin, 24 mai.

Le tribunal de Liegnitz vient de juger en dernier ressort le procès intenté au rédacteur socialiste Feldmann par le préfet de police de Berlin.

Dans une réunion publique, le prévenu avait déclaré qu'il était d'usage dans les commissariats de police de Berlin de frapper de coups les personnes arrêtées à la suite de manifestations politiques ou de simples délits d'opinion.

Feldmann avait été acquitté une première fois par le tribunal de Breslau, qui avait jugé insuffisamment motivée la plainte en diffamation. Mais le tribunal suprême de Leipzig cassa le jugement et renvoya l'affaire devant le tribunal de Liegnitz, où elle a été jugée aujourd'hui.

Feldmann ayant été autorisé à faire la preuve de ses allégations, un certain nombre de témoins cités à sa demande, ont été entendus. Plusieurs de ces dépositions sont particulièrement suggestives.

Un boulanger raconta qu'amené au poste, il reçut des gifles et des coups de pied, agrémentés par cette observation du brigadier : « Nous vous ferons ainsi renoncer à votre 1er mai ».

Un vitrier, qui demeure au-dessus du poste de police, s'étant plaint du tapage infernal résultant des raclées administrées aux prisonniers, le commissaire lui répondit : « Si vous ne nous laissez pas tranquilles, il y en aura à votre service ».

Malgré ces témoignages, le ministère public requit six mois de prison contre Feldmann. Le tribunal acquitta le prévenu, déclarant dans les considérants du jugement qu'il avait fait la preuve complète des faits allégués par lui, en outre, les frais des nombreuses instances ont été mis à la charge du Trésor.

IMPOSANTE MANIFESTATION SOCIALISTE

Lendemain de victoire. — Hommage aux précurseurs. — Chez le maire de Lille. — La manifestation. — Les discours.

La manifestation d'hier a revêtu un caractère grandiose et imposant : grandiose par le nombre de ceux qui ont tenu à rendre un solennel hommage aux vaillants qui ont été à Lille, les promoteurs et les créateurs de ce Parti ouvrier qui est entré triomphant à l'Hôtel de Ville, après de longues années de luttes et d'efforts ; imposant par le calme imminence et profond qui n'a cessé de régner pendant toute la durée de cette manifestation faite par nos amis en l'honneur des morts glorieux. C'est une réponse de plus à nos adversaires qui, par leurs perfides allégations, s'acharnent à faire passer le parti socialiste pour le parti du désordre.

Au matin de lourds nuages noirs couraient dans le ciel menaçant et on a pu craindre pendant quelques heures que la manifestation serait compromise. Fort heureusement le ciel s'est éclairci vers midi et le temps s'est maintenu au beau pendant toute la soirée.

Au Tivoli

A trois heures moins le quart, la Société musicale les *Amis réunis de Wazemmes* arrive rue de Fives où elle vient donner une aubade au citoyen Delory.

La musique joue un pas redoublé, puis le chef de la société, le citoyen Henri Huys, offre au maire de Lille un superbe bouquet en fleurs naturelles.

Delory remercie en termes émus et assure ses amis de Wazemmes de son entier dévouement.

On boit ensuite à la nouvelle municipalité et au chef de l'administration municipale, qui s'est montré très touché de l'hommage qui lui était rendu.

A la Maison du Peuple

A trois le départ de la société des « Amis Réunis » qui se rendent aussitôt après avoir joué un dernier morceau, le Maire de Lille se dirige vers la Maison du Peuple, où plusieurs sociétés sont venues lui apporter leurs hommages. A son arrivée, vers 3 heures, la Maison du Peuple est prise d'assaut par une foule immense. Des groupes nombreux circulent sur les trottoirs de la rue de Bel une partie du cortège qui doit se rendre au cimetière de l'Est.

Les délégations

A son entrée dans la salle des fêtes, le citoyen Bocquet délégué de Loos, offre à Delory un bouquet et lui cite le discours de Lille dans son arrivée au pouvoir. « Je vous apporte, dit-il, les hommages de vos amis de Loos-Haubourdin qui sont pour eux et pour nous de cet éclatant triomphe du Parti ouvrier ».

Le citoyen Delory adresse dans une courte allocution ses remerciements aux camarades de Loos, et ajoute-t-il, nous sommes certains qu'aux prochaines élections législatives, grâce à l'appoint que vous nous apportez, nous prendrons définitivement cette citadelle prétendue inprenable du libéralisme ; nous avons du dans les résultats de la bataille du mois dernier. »

A son tour notre ami Delruelle, délégué de Lomme remercie les camarades de Lille en contribuant le Delory le premier magistrat de la capitale du Nord. « Nous voulons maintenant dit-il, que dans toutes les communes rurales, on puisse voir flotter le drapeau de la République sociale et démocratique.

Delory se montre très touché de cette marque d'attention et d'adresse de vive remerciements à nos camarades de Lomme.

Le Cortège

Pendant ce temps le cortège s'organise et se forme dans la rue de Bel une. A quatre heures précises, il se met en marche dans l'ordre suivant :

En tête marchent quelques commissaires du Parti. Ils ont été désignés pour assurer le service d'ordre.

Puissent viennent les porteurs de couronnes.

La couronne du Parti ouvrier qui en immortelles rouges, porte comme inscription : « *Le Parti ouvrier aux vaillants morts avant la victoire* ». Elle est portée par le citoyen Ghesquière, père de notre camarade et par le citoyen Romain, imprimeur.

— La Couronne de la Fédération des Cercles républicains en fleurs artificielles rouges avec cette inscription : *Aux Démocrates morts avant la victoire*. Cette couronne est portée par le citoyen Jouffroy Arthur.

— La couronne de la Libre Pensée ouvrière de Lille, en immortelles jaunes portées par la citoyenne Delplan et par les citoyens Carl et Dumoulin avec cette inscription : Au citoyen Jouquet, fondateur.

A la suite des couronnes marche le citoyen Delory, maire de Lille, ayant à sa gauche le citoyen Dupied, et à sa droite les citoyens Delesalle et Staes-Brame, adjoints.

Puis viennent les membres du Conseil